



Suite de Résolution 2, CNU Mézières en Brenne Notre outil syndical

II - Une CGT au service des personnels de l'École.

Vers une seule CGT en territoire au service d'un grand service public national et laïque d'éducation.

La CGT Educ'action a fait le choix de défendre et de syndiquer tous les personnels dépendant de l'Education nationale avec la volonté de construire un syndicalisme non corporatiste qui soit une force. Pour y parvenir, nous devons créer une dynamique permettant de rassembler, sur le plan local, tous les acteurs de l'École.

Les lois de décentralisation de 2003, que nous avons combattues, ont transféré aux collectivités territoriales les personnels Techniciens Ouvriers et de Service (TOS).

Sur nos lieux de travail, la question d'un travail commun permanent entre les syndiqué-e-s CGT Educ'action et ceux des autres fédérations CGT est essentielle et doit être développée.

Il permettra de créer du lien social et syndical au plus près de nos lieux de travail, mais aussi de construire et de porter des revendications trans-versales permettant de créer le rapport de force nécessaire à leur satisfaction. Suite à notre congrès extraordinaire qui a vu réaffirmer notre engagement de rester affiliés à la FERC, nous militons pour l'évolution de cette dernière.

Ce travail, avec notre fédération et les autres, fait la force d'un syndicalisme confédéré.

III - Développer un syndicalisme de lutte.

Lors du congrès de Guidel de 2011, la CGT Educ'action a fait le constat de l'éclatement du mouvement syndical dans l'Education nationale.

Dans un contexte politique et social parti-culièrement violent à l'encontre de l'École et de ses personnels, la division syndicale constitue un obstacle pour s'opposer efficacement à la politique libérale menée au ministère de l'Education nationale.

Malgré les possibilités de convergences revendicatives, la division est trop souvent un frein à la construction d'un large mouvement unitaire nécessaire à la réussite des luttes pour la satisfaction des revendications. Cette division peut-être fondée sur des désaccords syndicaux réels mais il s'agit bien de construire avec les salarié-e-s les moyens de la dépasser.

L'unité syndicale est une demande forte et récurrente de la part des salarié-e-s. C'est un facteur essentiel pour établir un rapport de force favorable aux salarié-e-s et aux usagers et mener ainsi des luttes victorieuses. Cependant, cette unité ne doit pas se réaliser au détriment des valeurs, des principes fondamentaux et des revendications de la CGT.

Malgré les difficultés de travailler, dans le contexte politique et social actuel, avec toutes les organisations syndicales à une convergence de revendications et de luttes sur de nombreux sujets, la CGT Educ'action reste persuadée que l'intérêt des salarié-e-s est de s'unir dans la lutte. Cette unité doit se faire sur des bases revendicatives partagées et ambitieuses pour travailler collectivement et de façon unitaire à la construction de victoires revendicatives.

La construction d'un front syndical et social commun revendicatif doit passer par un dialogue entre salarié-e-s. Parce qu'à la base, au plus près de nos lieux de travail et de vie, nous nous retrouvons pour échanger et construire des revendications communes, du local au national, la CGT Educ'action continue d'agir pour la constitution d'un front syndical permettant de créer un rapport de force favorable.

La recherche d'unité la plus large doit se faire à chaque fois qu'elle est possible. La CGT Educ'action réaffirme son orientation de transformation sociale, de luttes, de masse et de classe et indépendante du pouvoir.

Pour s'opposer à l'accélération des attaques antisociales et créer un grand rapport de force, la CGT Educ'action rappelle qu'une des réponses reste l'unification du champ syndical qui doit permettre la construction d'un outil efficace pour les salarié-e-s et pour la satisfaction de leurs revendications.

Comme pour la question de l'unité, l'unification ne pourra se faire sans perspective de transformation sociale et de dépassement du corporatisme.

Elle devra se placer dans une démarche plus globale et interprofessionnelle, qui rassemble les personnels.

La stratégie unitaire du syndicalisme doit être fondée sur la volonté de retrouver la voie de la transformation sociale, sur la défense des acquis des luttes et sur le refus de négocier les conditions des reculs sociaux.